

Embargo: jeudi 6 novembre 2014, 18h

«Plus de subsidiarité, moins de fausse solidarité – un appel à des réformes dans l'Union européenne»

Quand bien même la crise de l'Union européenne (UE) n'est plus au centre de l'attention, elle est loin d'être résolue. Un retour à un rythme de croissance durable est peu vraisemblable sans la restauration de budgets équilibrés et de la compétitivité économique de plusieurs États membres. À l'invitation de **BusinessEurope**, **Avenir Suisse** s'est engagé aux côtés d'autres think tanks d'Allemagne, de Pologne et de Turquie pour chercher des chemins praticables pour des réformes. Les propositions seront discutées lors d'un déjeuner-débat avec le professeur **Günter Verheugen**, ancien membre et vice-président de la Commission de l'Union européenne.

«Plus de subsidiarité, moins de fausse solidarité – un appel à des réformes dans l'UE». Comme son titre l'indique, la nouvelle publication d'Avenir Suisse traite de l'état économique actuel de l'UE et de son évolution. La publication est le résultat d'un projet de «BusinessEurope», une fédération faitière des employeurs européens. Le document de travail cherche des solutions à la crise actuelle et s'interroge aussi sur le cadre global de l'Union, particulièrement en matière monétaire.

Les auteurs Alois Bischofberger, Samuel Rutz et Rudolf Walser décrivent tout d'abord la crise dans laquelle l'UE est tombée, malgré de nobles intentions et objectifs. Avec sa double stratégie d'aide financière et d'exigences de réduction des coûts, elle a pourtant fait preuve de capacité de décision. Cependant, la crise n'est pas surmontée et l'UE souffre aujourd'hui non seulement de budgets surendettés, mais aussi du manque de compétitivité de nombreux États membres. De plus, la Banque centrale européenne risque d'outrepasser son mandat de politique monétaire. Il est encore trop tôt pour savoir si le pacte réformé de croissance et de stabilité déploiera véritablement des effets concrets en situation difficile. On peut en douter, vu l'évolution de la réglementation devenue plus complexe et moins transparente, ainsi que la discussion enflammée, surtout en France et en Italie, sur la politique d'austérité qui aurait manqué son but.

Mais dans quelle direction l'UE peut-elle se développer, si elle souhaite renforcer son économie et ses institutions? Sur le principe, il y a quatre possibilités:

1. La création d'une union fiscale européenne avec un gouvernement économique européen.
2. La construction de la coopération selon une géométrie variable.
3. Le renforcement du Traité de Maastricht et l'ajout d'une union bancaire à l'union monétaire (Maastricht 2.0).
4. Une politique de subsidiarité cohérente.

La première option, celle d'une union fiscale avec un gouvernement économique européen, est considérée par Avenir Suisse comme irréaliste dans l'horizon de temps considéré. Toutes les autres voies sont ouvertes: l'UE dispose de toutes les compétences juridiques et des instruments pour poursuivre une politique à géométrie variable, renforcer le Traité de Maastricht ou pratiquer une politique de subsidiarité. Quels que soient le chemin choisi ou les combinaisons de possibilités retenues, le succès d'une politique de réforme aura besoin de deux éléments: un consensus général sur les objectifs et une meilleure coordination entre les buts politiques et économiques de l'UE et les préférences et la volonté de ses citoyens et citoyennes.

Au final, la volonté politique d'appliquer la nouvelle réglementation de manière cohérente, malgré les perspectives conjoncturelles troublées et les tensions géopolitiques, est déterminante. Pour reconquérir la confiance des acteurs économiques et renforcer la crédibilité des responsables de l'UE, cette dimension est plus importante que la formulation de nouvelles visions flatteuses ou la fixation d'objectifs utopiques. Sur cette base, une Europe porteuse d'identité peut se développer plus facilement. La conviction d'Avenir Suisse est que l'UE trouvera une perspective, qui conviendra à la diversité du continent, principalement par l'application d'une politique systématique et cohérente de subsidiarité, à géométrie variable; car c'est dans la diversité que réside le charme et la force de l'Europe.

avenir-suisse

Diskussionspapier
**Mehr Subsidiarität
 statt falscher Solidarität**

Ein Aufruf zur Reformen in der EU
 von Alois Bischofberger, Samuel Rutz und Rudolf Walser

Publication (uniquement en allemand):

«Mehr Subsidiarität statt falscher Solidarität – Ein Aufruf zu Reformen in der EU» d'Alois Bischofberger, Samuel Rutz et Rudolf Walser, 30 pages, Document de travail, Avenir Suisse, **en annexe ou en ligne dès 18h** <http://www.avenir-suisse.ch/fr/41188/plus-de-subsidiarite-moins-de-fausse-solidarite>

Pour d'autres renseignements:

- Alois Bischofberger, Senior Consultant, alois.bischofberger@avenir-suisse.ch, 044 445 90 00
- Samuel Rutz, Vice-directeur, samuel.rutz@avenir-suisse.ch, 044 445 90 62
- Rudolf Walser, Senior Consultant, rudolf.walser@avenir-suisse.ch, 044 445 90 00

Annonce de manifestation:

Débat-déjeuner avec le professeur Günter Verheugen (ancien membre et vice-président de la Commission de l'Union européenne)

«The Future of European Integration – A Reform Call»

le vendredi 7 novembre 2014, 12h

dans les locaux d'Avenir Suisse, Rotbuchstrasse 46, 8037 Zürich

Afin d'élaborer des propositions pour restaurer la compétitivité économique européenne, BusinessEurope a donné en mandat, à l'été 2013, l'étude «The Future of European Integration – A Reform Call». Quatre think tanks indépendants, dont Avenir Suisse, ont travaillé sur des possibilités de réformes européennes dans les domaines de l'union monétaire, du marché commun, de la politique étrangère et des institutions de l'UE. C'est dans ce contexte qu'est né le document de travail d'Avenir Suisse «Plus de subsidiarité, moins de fausse solidarité», dont l'objet est comment l'UE peut sortir de l'actuelle crise financière et économique.

Nous nous réjouissons de pouvoir conduire cette discussion sur la situation actuelle et les perspectives de l'UE avec le professeur Günter Verheugen (ancien membre et vice-président de la Commission de l'Union européenne)

Il reste encore quelques rares places libres pour cette manifestation. Les inscriptions sont à annoncer à assistent@avenir-suisse.ch jusqu'au jeudi 6 novembre 13h au plus tard.